

# GRAND DEBAT NATIONAL

SAMEDI 9 FEVRIER 2019 à 10 H 30

## HALLE AUX VEAUX

Monsieur LE MAIRE ouvre la réunion en indiquant qu'elle servira à la récolte d'informations et à la remontée des doléances des Administrés auprès du Gouvernement concernant les 4 thèmes du Grand Débat National :

- LA TRANSITION ECOLOGIQUE
- DEMOCRATIE ET CITOYENNETE
- LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES
- L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Il indique que pour plus de clarté, Monsieur Vincent LAFARGUE, Médiateur auprès de la cour de Paris est présent en qualité d'animateur pour la bonne organisation du Débat.

Il précise que cette réunion est enregistrée pour une bonne retranscription des débats. Une seconde réunion est prévue le samedi 16 février prochain à la Salle Henri Forgeard.

Monsieur le Maire évoque le mouvement des gilets jaunes. Il est d'accord sur certaines contestations mais qui ne sont pas forcément de son ressort mais les Elus sont à leur écoute.

Monsieur LAFARGUE prend la parole et précise que la prise de notes sera transmise au Gouvernement. Le débat national se traduit par une réunion locale.

Monsieur LAFARGUE a une posture neutre et indépendante il lit la charte (voir *annexe 1*) écrite par la Mission du Grand Débat.

Il indique que des questionnaires sont à disposition des Administrés, une fois remplis ils peuvent être déposés à l'accueil de la Mairie ou envoyés par mail à [info@la-ferte-gaucher.org](mailto:info@la-ferte-gaucher.org) courant février 2019.

Monsieur LAFARGUE expose les 4 thématiques du Grand Débat :

- LA TRANSITION ECOLOGIQUE (*annexe 2*)
- DEMOCRATIE ET CITOYENNETE (*annexe 3*)
- LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES (*annexe 4*)
- L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS (*annexe 5*)

Une administrée demande si le compte rendu du Grand Débat sera disponible sur INTERNET.

Monsieur le Maire répond que celui-ci sera disponible sur le site Internet de la Ville.

### **1° - LA TRANSITION ECOLOGIQUE**

- Concernant l'écologie une Administrée indique : «l'Etat nous raconte que les véhicules Diesels sont plus polluants que les véhicules essence, pour elle c'est faux puisque un véhicule Diesel consomme moins, émet moins de CO2, et qu'il existe des filtres qui éliminent les particules fines. Concernant les véhicules électriques se pose le problème de recyclage des batteries et concernant les éoliennes, leur durée de vie n'est que de 20 ans et leur démantèlement coûte cher ».
- Pourquoi ne pas taxer le kérosène ?

- Taxer les plus gros pollueurs à savoir porte-avions, containers, pétroliers, camions, pêcheurs, fusées, car leur carburant est détaxé et c'est une grande injustice.
- D'autres pays sont pollueurs par exemple la Chine, les U.S.A.
- Les pays pollueurs sont en voie de développement, nous aussi nous avons pollué lors de notre révolution industrielle. De façon stratégique la France ne produit aucun Diesel. La France importe tout ce qui contribue au déficit budgétaire. La France fabrique essentiellement les additifs. Les véhicules électriques ne sont pas forcément la solution.
- Le gouvernement a-t-il vraiment les moyens de s'attaquer à la pollution ?
- Au sujet du Diesel pourquoi n'y a-t-il plus de raffineries ?
- En France il existe environ 10 raffineries dont une à Grands-Puits.
- La transition écologique passe aussi par la gestion de l'eau et le chauffage individuel. La préoccupation c'est l'économie globale de toutes ces énergies
- La solution sera mixte mais à quel coût ? La Transition ne peut se faire au détriment des plus modestes. Il faut inciter des Banques à faire des prêts à taux zéro afin de favoriser l'acquisition des véhicules moins polluants et des travaux d'isolation.
- Concernant la construction de bâtiments individuels ou publics, on ne prête pas assez d'attention aux modes d'isolation et de chauffage, il faut faire des habitations plus écologiques. Le Gouvernement se pose-t-il les bonnes questions car il taxe les grosses cylindrées qui roulent moins dans l'année par rapport à un particulier qui utilise son véhicule chaque jour pour se rendre au travail. Concernant l'Eolien c'est une pollution visuelle et une pollution au moment du recyclage. Autre problème, les Chinois ont le monopole des batteries.
- Il existait une fabrique de batteries à Auxerre qui a été délocalisée en Chine toujours pour plus de rentabilité alors que les produits fabriqués à l'Etranger reviennent souvent en France.
- Il y a beaucoup d'efforts à faire pour agir efficacement :
  - Promotion du co-voiturage à développer
  - Gratuité des Transports en Commun
  - Ferroutage
  - Lutter contre le gaspillage
  - Taxer les produits non recyclables
  - Favoriser les circuits courts
  - Favoriser les produits fabriqués en France

## **2°) DEMOCRATIE ET CITOYENNETE**

- Un Administré demande :
  - la reconnaissance du vote Blanc
  - La possibilité de révoquer les Elus
  - Le renouvellement des Elus tous les 2 ans
  - La formation des Elus

- Il y a une grave crise de la représentation démocratique car les Elus ne respectent pas leurs promesses, il y a une professionnalisation des Politiques, les citoyens sont réduits à la fonction d'Electeurs, les Députés ne sont pas représentatifs des partis politiques et des couches sociales de la population. Le vote blanc augmente et la représentation politique coûte trop cher (privilèges de fonctions). La solution sur le plan local serait l'éducation populaire de proximité avec plus de projets participatifs et réinventer l'information du citoyen qui n'a pas assez d'intérêt pour ce qui se passe dans la Commune. La Solution au niveau national serait de reconnaître le vote blanc et que le vote devienne obligatoire.
- Pour être un bon citoyen, il faut voter c'est un devoir il permet d'avoir le droit de s'exprimer.
- Un autre administré se prononce en faveur du RIC (Référendum d'Initiatives Citoyennes), du tirage au sort des députés, et contre le vote obligatoire.
- Le vote obligatoire ne change rien, il faut reconnaître le vote blanc et éliminer le privilège des Elus.
- La Démocratie, c'est remettre la proportionnelle.
- Il faudrait que les Elus absents dans les Assemblées soient sanctionnés au même titre que les sont les parents des enfants absents à l'école.
- Un Administré propose la mise à disposition des chômeurs et des prisonniers pour des actions de nettoyage sur le domaine public.
- Un administré propose de taxer les incivilités (dépôts d'ordures sauvages comme cela se fait en Allemagne) à hauteur des revenus de chacun. La sanction est immédiate.
- Concernant la politique migratoire, un Administré s'exprime sur l'AME (Aide Médicale de l'Etat) attribuée à toute personne qui rentre sur le territoire français, cela représenterait 1 milliard d'euros pour la France à cause de la fraude. Il demande que l'AME soit reprise au niveau communal et non au niveau de la Sécurité Sociale.
- En réponse, un autre Administré évoque que les Pays Européens ont aussi profité des colonies. Actuellement si les Etrangers viennent en France c'est qu'ils meurent de faim et n'ont plus de ressources (pays Africains). Il évoque la traversée de la Méditerranée par les immigrés qui fuient leur Pays.
- Les Etrangers arrivant dans un nouveau pays doivent respecter ses règles.
- L'immigration n'est pas un phénomène nouveau, la France est multi culturelle, c'est ce qui fait la richesse d'un pays. L'AME a été mise en place pour venir en aide aux Etrangers car le droit aux soins est universel. L'immigration peut être une force si elle est contrôlée.
- L'immigration est actuellement économique mais demain elle sera certainement climatique. L'Europe attire. Les gens arrivant sur notre territoire ne viennent pas forcément pour profiter du système mais pour chercher du travail et sont souvent reconnaissants de ce que l'on peut leur apporter.
- A propos de la laïcité une Loi a été votée, pourquoi revenir là-dessus ?

### 3°) LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

- Un administré propose de réduire le nombre de Ministres et des Députés et supprimer le Sénat. Il propose de réinvestir dans l'économie réelle.
- Un Administré explique que la CSG est une mauvaise chose, elle a provoqué l'endettement de la France. Jusqu'en 1996 la Sécurité Sociale n'était pas déficitaire contrairement à ce que le Gouvernement annonce.
- Préfère-t-on un système de protection sociale comme à l'Américaine ou souhaitons nous conserver le système actuel en France ?
- Concernant le poids de la dette publique :  
Il s'élevait à 2 300 Milliards en 2018, c'est-à-dire 99 % de notre PIB (en 2014, chaque seconde écolée coûtait 1500 d'euros de dette). Les intérêts de la dette en 2014 s'élevaient à 46 milliards d'euros et en 2019 la prévision est de 42 milliards.  
L'administré propose ses solutions :
  - ✓ Reprendre le pouvoir de création monétaire par la Banque de France afin de financer ses investissements à un taux zéro
  - ✓ Abroger la loi Pompidou de 1973
  - ✓ Abroger l'article 123 du traité de Lisbonne
  - ✓ Négocier la charge de la dette
  - ✓ Obliger les banques à réinvestir leurs missions principales comme financer les entreprises
- Il faut redonner l'obligation d'aller dans le bon sens : il faut reprendre en main l'Education des Jeunes (service civique, école ménagère)
- Il faudrait parler du NERU, c'est-à-dire garder un certain taux de chômeurs pour éviter l'inflation d'un pays. Le NERU est même coté en bourse.
- Concernant l'économie Mondiale, la France est rentrée dans l'Euro et dépend de la Banque Centrale Européenne. Avant les Pays étaient autonomes et pouvaient créer des marges financières. Depuis il y a un fort déséquilibre entre les sorties et rentrées d'argent, le problème de l'économie française ce sont les emprunts auprès des Banques à des taux très importants, il faut revoir le système bancaire français.
- Les livrets sont peu rémunérés car la Banque Centrale Européenne a des taux d'intérêt très bas. Cela compense les taux d'emprunts faibles proposés aux Etats Européens.
- Le Président de la République avait promis de ne pas toucher aux Retraites. Il faudrait réindexer les retraites sur le coût de la Vie.

### 4°) L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

- Actuellement il y a une érosion de la qualité du Service Public, il devait être plus proche des Administrés notamment pour les démarches à effectuer sur Internet. D'où le rôle des Maisons des Services Au Public très important à développer. Une plus grande proximité serait souhaitable.

- Un administré demande des prêts à taux zéro car beaucoup de difficultés de démarches auprès des Banques, il évoque des lourdeurs administratives et un manque de soutien.
- Il est évoqué les nombreuses démarches administratives à effectuer sur Internet difficilement réalisables malgré la fibre optique.
- Certaines démarches ont été centralisées comme les demandes de CNI et de Passeport. Le secteur rural est souvent défavorisé.
- Des Administrés évoquent certains problèmes pour l'envoi d'un dossier :
  - Tout le monde ne possède pas une imprimante ou un scanner
  - Ils évoquent aussi la difficulté de communiquer avec certains services publics comme les Impôts.
- Un Administré évoque la disparition de certains services publics comme les Sous-Préfectures et le problème du manque de formation des agents contractuels qui remplacent les Titulaires.
- Est-ce une volonté de l'Etat de réduire le service public ?
- Les fonctionnaires devraient être rémunérés au mérite.
- La formation est importante pour les fonctionnaires notamment la formation continue car sans formation il se crée un déséquilibre d'informations auprès des Administrés.
- Les services publics sont liés à la gestion d'un territoire. Les Intercommunalités éloignent la proximité avec les Administrés. Peut-on faire un référendum pour ou contre les Intercommunalités.
- L'efficacité du service public passe par le recensement des besoins des Administrés pour une meilleure adaptabilité.
- Sur l'Intercommunalité, on a supprimé un certain nombre de régions, parallèlement, on a créé les Intercommunalités. On éloigne nos interlocuteurs de nos habitants. Il faudrait des structures mobiles de commune en commune pour informer la population : exemple permanence du Trésor Public à la Mairie.
- En parlant de l'éloignement, un administré demande l'abrogation des 80 km/h.
- Et concernant les 80 km/h, un Administré signale beaucoup d'incivilités sur les routes de campagne.

**Conclusion :** Monsieur le Maire remercie l'Assemblée pour la qualité des débats et Monsieur Vincent LAFARGUE pour sa présence. Il confirme l'organisation d'une deuxième réunion le samedi 16 février 2019 à la Salle Henri FORGEARD.

Une Administrée termine en demandant si lors de la prochaine réunion les spécificités locales pourront être évoquées. Monsieur le Maire répond que ce n'est pas le but du Grand Débat National.

Un Administré termine en demandant pourquoi on ne parle pas du coût du retour des Djihadistes sur le territoire Français.